

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2023.

Bruxelles, le 13 mars 2023.

V. GLATIGNY,

Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/41200]

13 MAART 2023. — Ministerieel besluit houdende goedkeuring van het referentiedossier van de afdeling "Juwelier - Juweelverwerker" (code 651250S20D1) ingedeeld op het niveau van het secundair onderwijs voor sociale promotie van de derde graad

De minister van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 137;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 april 1992 betreffende de delegatie van bevoegdheden op het gebied van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het gunstig opportuniteitsadvies dat de Chambre de Concertation et d'Agrément du Service Francophone des Métiers et Qualifications op 10 november 2022 heeft uitgebracht;

Gelet op het gunstige advies van 28 november 2022 van de Overlegcel bijeengeroepen met toepassing van artikel 75 van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op de instemming van de Algemene Raad voor Onderwijs voor Sociale Promotie van 16 december 2022,

Besluit :

Artikel 1. Het referentiedossier van de afdeling "Juwelier - Juweelverwerker" (code 651250S20D1) alsmede de referentiedossiers van de onderwijseenheden die deze afdeling vormen, worden goedgekeurd.

Deze afdeling is ingedeeld op het niveau van het secundair onderwijs voor sociale promotie van de derde graad.

Negen van de onderwijseenheden zijn ingedeeld in het hoger secundair overgangsonderwijs, vier van de onderwijseenheden zijn ingedeeld in het lager secundair overgangsonderwijs en één onderwijseenheid is ingedeeld in het hoger secundair kwalificatieonderwijs.

Art. 2. Het bekwaamheidsbewijs dat wordt uitgereikt na voltooiing van de afdeling "Juwelier - Juweelverwerker" (code 651250S20D1) is het bekwaamheidsbewijs "Juwelier - Juweelverwerker", dat overeenstemt met het bekwaamheidsbewijs "Juwelier - Juweelverwerker" uitgereikt door het hoger secundair onderwijs met volledig leerplan.

Art. 3. De geleidelijke omvorming van de betrokken bestaande structuren begint uiterlijk op 1 januari 2025.

De afdeling waarop dit besluit betrekking heeft, vervangt de afdeling "Juwelier - Juweelverwerker" (code 651250S20C1).

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2023.

Brussel, 13 maart 2023.

V. GLATIGNY,

Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitie, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/202512]

23 MARS 2023. — Décret modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'aide aux personnes lesbiennes, gays, bisexuels, bisexuelles et transgenres (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans la Partie 2 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'intitulé du Livre VII est remplacé par ce qui suit :

" Soutien aux personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer, intersexes et asexuelles ".

Art. 3. Dans le Titre 2 du Livre VII de la Partie 2 du même Code, les mots « la reconnaissance » sont à chaque fois remplacés par les mots " l'agrément ", les mots « de reconnaissance » sont à chaque fois remplacés par les mots « d'agrément », le mot « Reconnaissance » est à chaque fois remplacé par le mot « Agrément », et le mot « reconnue » est à chaque fois remplacé par le mot « agréée ».

Art. 4. Dans l'article 694/1 du même Code, inséré par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° LGBTQTA » : la personne lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre, queer, intersexe ou asexuelle; »;

b) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« « le Ministre » : le Ministre qui a l'égalité des chances dans ses attributions; ».

Art. 5. Dans l'article 694/2 du même Code, inséré par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « LGBT » est remplacé par le mot « LGBTQTA »;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

1) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° de fournir une aide sociale, ainsi qu'une orientation vers des services spécialisés psychologiques, médicaux et juridiques, aux personnes LGBTQTA, aux professionnels, ainsi qu'à leurs proches; »;

2) le 2° est remplacé par ce qui suit :

" 2° d'organiser, de soutenir et de coordonner des actions visant à :

a) lutter contre les discriminations sur la base de la transition médicale ou sociale, l'identité de genre, et l'expression de genre;

b) promouvoir l'égalité des chances; »;

3) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° d'informer et de sensibiliser les personnes LGBTQTA et le grand public sur les thématiques y relatives; »;

4) le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° de formaliser un travail en réseau avec les structures publiques ou privées confrontées à un public LGBTQTA; »;

5) au 5°, le mot « LGBT » est remplacé par le mot « LGBTQTA »;

6) le 6° est abrogé;

c) il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La mission visée à l'alinéa 2, 1°, est fournie gratuitement. ».

Art. 6. Dans l'article 694/3 du même Code, inséré par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1) au 5°, les mots « et doivent être ouverts au moins cinq jours par semaine » sont abrogés;

2) il est complété par le 7° rédigé comme suit :

« 7° disposer d'au moins un équivalent temps plein et demi affecté aux missions visées à l'article 694/2, alinéa 2. »;

b) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le Gouvernement définit les qualifications du personnel affecté conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°, et les heures d'ouverture minimales des locaux visés au paragraphe 1^{er}, 5°.

Le Gouvernement ou son délégué peut agréer une maison arc-en-ciel par province de maximum un million d'habitants.

Le Gouvernement ou son délégué peut agréer deux maisons arc-en-ciel par province de plus d'un million d'habitants. ».

Art. 7. Dans l'article 694/4, alinéa 2, 5°, du même Code, inséré par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « le cas échéant, » sont abrogés;

b) il est complété par les mots ", ainsi que leurs diplômes et leurs qualifications ".

Art. 8. À l'article 694/5 du même Code, inséré par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « aux frais de fonctionnement ou de personnel » sont remplacés par les mots « aux frais de personnel et de fonctionnement »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement arrête le montant et le mode de calcul de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 9. Dans l'article 694/8 du même Code, inséré par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots « ceux-ci » sont remplacés par les mots « celles-ci »;

b) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° la formation continuée des membres du personnel des maisons arc-en-ciel; »;

c) le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° le développement d'une expertise LGBTQTA; »;

d) il est inséré un 5/1° rédigé comme suit :

« 5/1° l'information, la sensibilisation et la formation des professionnels en lien avec le public cible par le biais de sites internet relatifs à la thématique LGBTQTA; »;

e) au 6^o, b., les mots « et de l'identité de genre et la promotion du bien-être des LGBT » sont remplacées par les mots « , de l'identité ou de l'expression de genre et la promotion du bien-être des personnes LGBTQIA; »;

f) au 6^o, d., les mots « , dont le contenu est fixé par le Gouvernement, » sont insérés entre les mots « statistique » et « relative ».

Art. 10. Dans l'article 694/9 du même Code, inséré par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « reconnaît » est remplacé par le mot « agréée »;

b) il est complété par le 4^o rédigé comme suit :

« 4^o disposer d'au moins deux équivalents temps plein affectés aux missions visées à l'article 694/8. »;

c) il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement définit les qualifications du personnel affecté conformément au 4^o. ».

Art. 11. Dans l'article 694/10 du même Code, inséré par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 2, 5^o, les mots « le cas échéant » sont abrogés;

b) l'alinéa 2, 5^o, est complété par les mots « , ainsi que leurs diplômes et leurs qualifications »;

c) à l'alinéa 3, les mots « est accordée » sont remplacés par les mots « est accordé ». ».

Art. 12. Dans l'article 694/11, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 11 avril 2014, le mot « ou » est remplacé par le mot « et ».

Art. 13. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 23 mars 2023.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—————
Note

(1) Session 2022-2023.

Documents du Parlement wallon, 1213 (2022-2023) N^{os} 1 à 4

Compte rendu intégral, séance plénière du 22 mars 2023

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/202512]

23 MAART 2023. — Decreet tot wijziging van het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid betreffende lesbische, homoseksuele, biseksuele en transgenderpersonen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt een in artikel 128, § 1, van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. In Deel 2 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, wordt het opschrift van boek VII vervangen als volgt:

"Steun aan lesbische, gay, bisexuele, transgender, queer, intersekse en asexuele personen".

Art. 3. In Titel 2 van Boek VII van Deel 2 van hetzelfde Wetboek worden, in de Franse versie, de woorden "la reconnaissance" telkenmale vervangen door de woorden "l'agrément", de woorden "de reconnaissance" telkenmale door de woorden "d'agrément" en het woord "Reconnaissance" telkenmale door het woord "Agrément", en het woord "reconnue" telkenmale door het woord "agréee".

Art. 4. In artikel 694/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 2° wordt vervangen als volgt:

"2° "LGBTQTA": de lesbische, gay, bisexuele, transgender, queer, intersekse of asexuele persoon";

b) punt 3° wordt vervangen als volgt:

"de Minister": de Minister bevoegd voor Gelijke kansen";

Art. 5. In artikel 694/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid wordt het woord "LHTB" vervangen door het woord "LGBTQTA";

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) punt 1° wordt vervangen als volgt:

"1° sociale bijstand verlenen, evenals een doorverwijzing naar gespecialiseerde psychologische, medische en juridische diensten aan LGBTQTA personen, aan beroepsbeoefenaars, evenals aan hun naasten";

2) punt 2° wordt vervangen als volgt:

"2° acties organiseren, ondersteunen en coördineren met het oog op:

a) de bestrijding van discriminaties op basis van medische of sociale transitie, genderidentiteit en genderuitdrukking;

b) de bevordering van gelijke kansen";

3) punt 3° wordt vervangen als volgt:

"3° LGBTQTA personen en het grote publiek informeren over en sensibiliseren voor de daarmee verband houdende thematieken";

4) punt 4° wordt vervangen als volgt:

"4° een netwerk met de publieke of privé-structuren die te maken hebben met een LGBTQTA publiek formaliseren";

5) in 5° wordt het woord "LHTB" vervangen door het woord "LGBTQTA";

6) punt 6° wordt opgeheven;

c) het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De in lid 2, 1°, bedoelde opdracht wordt kosteloos verstrekt."

Art. 6. In artikel 694/3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) in 5° worden de woorden "en zijn minstens vijf dagen per week toegankelijk" opgeheven;

2) het wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt:

"7° over minstens anderhalve voltijds equivalent beschikken die ingezet wordt voor de opdrachten als bedoeld in artikel 694/2, lid 2.";

b) paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. De Regering legt de kwalificaties van het personeel dat ingezet wordt overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid 7°, en de minimale openingsuren van de lokalen als bedoeld in paragraaf 1, 5°, vast.

De Regering of haar afgevaardigde kan één regenbooghuis erkennen per provincie van maximum één miljoen inwoners.

De Regering of haar afgevaardigde kan twee regenbooghuisen erkennen per provincie van meer dan één miljoen inwoners."

Art. 7. In artikel 694/4, lid 2, 5°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord "desgevallend," wordt opgeheven;

b) het wordt aangevuld met de woorden ", evenals hun diploma's en kwalificaties".

Art. 8. In artikel 694/5 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 2 worden de woorden "voor de werkings- of personeelskosten" vervangen door de woorden "voor de werkings- en personeelskosten";

2° lid 3 wordt vervangen door wat volgt :

"De Regering bepaalt het bedrag en de berekeningswijze van de subsidie bedoeld in lid 1."

Art. 9. In artikel 694/8 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2°, in de Franse versie, worden de woorden "ceux-ci" vervangen door de woorden "celles-ci";

b) punt 3° wordt vervangen als volgt:

"3° de voortgezette vorming van de personeelsleden van de regenbooghuizen;";

c) punt 4° wordt vervangen als volgt:

"4° de ontwikkeling van een LGBTQA expertise;";

d) 3° er wordt een 5/1° ingevoegd, luidend als volgt:

"5/1° de informatie, de sensibilisering en de vorming van de beroepsbeoefenaars in verband met het doelpubliek via websites gewijd aan de LGBTQA-thematiek;";

e) in 6°, b., worden de woorden "en de geslachtsidentiteit en ter bevordering van gelijke kansen van de LHBT" vervangen door de woorden « en de genderidentiteit of -uitdrukking en de bevordering van het welzijn van LGBTQA-personen;";

f) in 6°, d., worden de woorden ", waarvan de inhoud door de Regering wordt vastgesteld," ingevoegd tussen de woorden "bijlage" en "betreffende".

Art. 10. In artikel 694/9 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord "reconnait", in de Franse versie, wordt vervangen door het woord "agrée";

b) het wordt aangevuld met een 4°, luidend als volgt:

"4° over minstens twee voltijds equivalenten beschikken die ingezet worden voor de opdrachten als bedoeld in artikel 694/8.";

c) het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De Regering bepaalt de kwalificaties van het personeel dat overeenkomstig 4° wordt ingezet.".

Art. 11. In artikel 694/10 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 2, 5°, wordt het woord "desgevallend," opgeheven;

b) Lid 2, 5°, wordt aangevuld met de woorden ", evenals hun diploma's en kwalificaties".

c) in lid 3 worden, in de Franse versie, de woorden "est accordée" vervangen door de woorden "est accordé".

Art. 12. In artikel 694/11, lid 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, wordt het woord "of" vervangen door het woord "en".

Art. 13. Dit decreet heeft uitwerking op 1 januari 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 maart 2023.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2022-2023.

Stukken van het Waals Parlement, 1213 (2022-2023) Nrs. 1 tot 4

Volledig verslag, plenaire vergadering van 22 maart 2023.

Bespreking.

Stemming.